

Lutte de classe

L'idéologie réformiste est contre-révolutionnaire.

La dégénérescence du PS qui se réclamait du socialisme réformiste, n'est-elle pas le meilleur témoignage de la faillite du réformisme ?

Au fur et à mesure que s'accroissent les contradictions du système capitaliste à l'échelle mondiale et que les solutions disponibles pour en amortir les conséquences sur la population disparaissent, la crise du capitalisme s'approfondit et la marge de manœuvre dont il disposait autrefois pour garantir la paix sociale en achetant la neutralité de couches entières de la société s'amenuise.

Pour assurer la continuité de l'accumulation du capital, l'époque de l'exploitation des esclaves des colonies étant définitivement révolue, celui de l'exploitation effrénée du prolétariat dans les pays soumis à une dictature s'épuisant rapidement, les capitalistes doivent donc remettre en cause les réformes ou acquis sociaux qu'ils ont dû concéder autrefois au prolétariat dans les pays où le capitalisme s'est développé en premier, en Europe de l'ouest principalement. C'est aussi la raison d'être de l'Union européenne d'y veiller, de faire pression sur les gouvernements, au nom des intérêts supérieurs du capitalisme mondial.

Partant de cette situation, il est impensable que les représentants de la bourgeoisie entreprennent des réformes progressistes puisqu'ils sont engagés dans un mouvement inverse, ce qui ne signifie nullement qu'il ne faille pas combattre pour défendre celles qui existent encore ou pour en obtenir de nouvelles. Leur engagement dans la voie de la privatisation et la marchandisation de toute activité humaine n'est pas le produit d'actes personnels ou de volonté des capitalistes pour s'enrichir davantage, mais il répond à une condition historique nécessaire pour assurer la pérennité du capitalisme. D'une certaine manière, on pourrait dire qu'ils sont collés le dos au mur et qu'ils n'ont plus d'autre choix, et à l'étape suivante, ils savent qu'ils devront affronter directement le prolétariat comme c'est déjà le cas dans les pays où on en a eu lieu dernièrement des émeutes de la faim.

Le programme politique de Sarkozy est entièrement consacré à la destruction des droits ou acquis économiques ou sociaux qu'il nous reste. Ce n'est donc ni une grève de 24h ni une manifestation de rue qui le fera céder, encore moins une journée d'action isolée. Même en admettant qu'il recule sur une revendication, ce qui s'est déjà produit lorsqu'elle concernait seulement quelques milliers d'étudiants en médecine ou des patrons, des couches privilégiées qui soutiennent traditionnellement le régime, il y en a tant à satisfaire qui concernent l'ensemble de la population qu'il aura eu le temps d'entreprendre d'autres contre-réformes avant d'avoir terminé son mandat s'il tient jusque'en 2012.

Par conséquent, le combat pour des réformes ne peut pas se concevoir en direction de Sarkozy et son gouvernement, c'est-à-dire en s'adressant à lui ou en exigeant quoi que ce soit de lui, mais uniquement contre lui, et particulièrement contre les institutions qui servent de paravent au régime. Cette distinction sépare et oppose la ligne opportuniste des réformistes à celle des révolutionnaires. Une ligne politique révolutionnaire implique d'avoir rompu au préalable tous liens avec le gouvernement, les institutions de la Ve République, le patronat et tous les organismes où il est présent, ainsi que les bureaucraties syndicales liées au régime.

Le réformisme a pour mission d'obtenir des réformes démocratiques bourgeoises dans le cadre du capitalisme par la voie parlementaire ou la manifestation de rue pacifique, en respectant scrupuleusement la légitimité du gouvernement en place et sans remettre en cause les institutions du pays. Voici définis en quelques mots sa méthode, son contenu et son seul objectif.

A l'opposé, le socialisme a pour fonction d'obtenir si possibles des réformes dans le cadre du capitalisme en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, c'est-à-dire en s'en servant à chaque étape de la lutte des classes comme point de départ du combat politique pour engager la lutte pour le pouvoir, l'abolition des institutions et du capitalisme.

Alors que la politique est subordonnée à l'économie dans le cas du réformisme, de la même manière que la stratégie est subordonnée à la tactique, dans le cas du combat pour le socialisme, c'est exactement le contraire,

la lutte économique est subordonnée à la question du pouvoir politique et de l'Etat, et la tactique est subordonnée à la stratégie, pour la simple et bonne raison qu'ils poursuivent des objectifs opposés. Tandis que le réformisme inscrit son combat dans la perspective du maintien en place du régime capitaliste, le combat pour le socialisme s'inscrit résolument dans la perspective de son renversement.

Gluckstein reproche au PS d'avoir abandonné le réformisme. En réalité, ne serait-ce pas le réformisme qui conduirait inévitablement à l'abandon du combat pour des réformes économiques et sociales favorables au prolétariat, à l'abandon du combat pour le socialisme ?

Le réformisme présente la particularité d'être entièrement subordonné à la marche économique du capitalisme. En l'affirmant, je ne m'appuie pas sur les conclusions d'une analyse ou sur une interprétation personnelle de faits, mais uniquement sur des constatations que chacun peut vérifier.

Les partisans de cette idéologie bourgeoise prétendent qu'il serait possible au fil du temps, par petites touches successives qu'ils appellent réformes, de satisfaire tous les besoins de la population dont ceux du prolétariat et d'en finir ainsi avec le capitalisme. Le problème, c'est que la réalité que nous avons sous les yeux témoigne que nous sommes face à un processus exactement inverse où la marche en avant vers ce bonheur promis prend la forme de la destruction de tous nos droits et acquis. L'histoire nous montre que le capitalisme ne peut conduire qu'à la barbarie et non au socialisme comme les réformistes voudraient nous le faire croire, car c'est de cela dont il s'agit.

Quand les réformistes expliquent que la situation économique, les milliards d'euros ou de dollars de profits engrangés par les multinationales ou les entreprises du CAC 40, permettent d'augmenter les salaires, de financer les retraites, etc., ils dévoilent le contenu foncièrement réactionnaire du réformisme, car qu'est-ce que cela signifie ? Si on suit leur raisonnement, au cas où les capitalistes ne réaliseraient pas ou peu de profits nous devrions nous asseoir sur nos revendications salariales, nous devrions les plaindre peut-être ou les aider à réaliser davantage de profits pour qu'ils puissent ensuite nous en céder quelques miettes, faudrait-il, pourquoi pas, accepter des baisses de salaires comme cela a déjà été pratiqué dans certaines entreprises ?

On comprend parfaitement ici comment le réformisme est entièrement subordonné au capitalisme, à la marche du capitalisme, et que pour cette raison, au lieu que le combat sur le plan économique ou social soit subordonné au combat politique, on aboutit exactement à l'inverse, d'où l'absence totale de perspective politique. Les mots d'ordre de rupture avec l'UE ou de meilleure répartition des richesses ne remettent pas en cause le pouvoir politique de la bourgeoisie et ne s'attaquent pas aux bases du système capitaliste.

Voyons un autre aspect du réformisme qui montre à quel point il s'insère dans le cadre du régime capitaliste qu'il n'a pas jamais eu l'intention d'abolir ni par étapes ni par un coup d'Etat, encore moins par un soulèvement révolutionnaire.

Il faut avoir en mémoire que les réformistes sont viscéralement anti-communistes et anti-marxistes, par conséquent, étant donné que le marxisme et le communisme combat pour l'abolition du capitalisme et l'émancipation complète du prolétariat, et au delà, pour l'émancipation de l'humanité toute entière de toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme, non seulement les réformistes ne poursuivent pas les mêmes objectifs que les communistes, ils sont les ennemis du mouvement ouvrier.

Le contenu des réformes mises en avant par les réformistes doit toujours rester compatible avec les capacités du capitalisme à les satisfaire. Parce que les réformistes n'entendent pas violer la sacro-sainte propriété privée des moyens de production à l'égard desquels ils manifestent le plus grand respect (déclaration de Schivardi du 24 avril 2008), leur programme se réduit à une liste de revendications économiques ou sociales qui furent satisfaites dans le passé et qui depuis ont été annulées par les capitalistes, sans qu'à aucun moment le prolétariat n'engage le combat pour prendre le pouvoir politique, condition nécessaire pour avancer sur la voie du socialisme, car leur programme minimum s'arrête justement là où devrait commencer la révolution socialiste qui effraie tant les réformistes et qui porterait un coup décisif au capitaliste. En somme, c'est à l'Etat bourgeois sous la direction des réformistes fidèle au capitalisme d'engager des réformes, sans remettre en cause le régime...

Il est inutile d'expliquer que le passage graduel au socialisme est une escroquerie politique, cette théorie ne repose sur aucun exemple concret, sur aucune analyse cohérente, elle est apparue à la fin du XXe siècle dans le cerveau mal formé de socialistes bourgeois que la révolution prolétarienne effrayait afin de venir en aide au

capitalisme. Marx et Engels se sont employés à leur faire la peau, puis ce fut au tour de Lénine de tailler à la hache la tête des *économistes*, on pensait l'affaire définitivement réglée, les philistins de la social-démocratie de la IIe Internationale apparaissaient davantage comme de pâles copies de leurs ancêtres qui finiraient bien par pourrir sur place, ce qui s'est effectivement produit, mais dans un délai plus long que prévu pour plusieurs raisons, à cause notamment du rôle joué par le stalinisme pour le compte de la bureaucratie du Kremlin, et grâce au soutien de l'impérialisme américain...

Gluckstein et Schivardi ont décidé de reprendre le flambeau du réformisme que les marxistes se sont employés à combattre bec et ongle sans merci, alors puisque apparemment nos camarades intellectuels révolutionnaires n'ont pas le courage ou la volonté de continuer ce combat, je vais tenter de m'y atteler en démontrant jour après jour que le POI prépare les pires défaites du mouvement ouvrier en France.

Jusqu'à présent, les dirigeants du PT n'ont pas osé s'attaquer directement aux enseignements du marxisme, ils l'ont fait par la bande, par exemple ici en célébrant les mérites du réformisme que les marxistes avaient condamné comme idéologie contre-révolutionnaire. Je n'ai pas lu toutes les publications du PT, dont je m'avance peut-être en écrivant ces lignes. Je prends uniquement pour référence l'hebdomadaire du PT et leurs tracts depuis environ 6 ans, plus quelques textes dégotés ici ou là. Peu importe, faisons avec ce que nous avons sous la main, y compris le *Manifeste* du POI, les déclarations des différents comités derrière lesquels le PT s'est tenu en embuscade depuis des années. Pour aujourd'hui, nous nous en tiendrons à une analyse du réformisme en général au lieu de nous disperser. Ayant rédigé ce document en m'y prenant à plusieurs reprises, vous trouverez des répétitions que je n'ai pas le temps de corriger, ce qui n'en altère en rien son contenu.

Il faut commencer par la méthode.

Les réformistes se sont toujours employés à utiliser les enseignements de Marx en déformant ses analyses, afin de parvenir à des conclusions différentes des siennes, qui permettent de justifier en réalité l'objectif qu'ils s'étaient fixés au départ. Le marxisme leur sert uniquement de caution intellectuelle. Il sert alors une cause qui ne coïncide pas forcément avec celle du prolétariat. De fil en aiguille, ils en arrivent à faire dire à Marx le contraire de qu'il avait voulu dire, c'est le coup classique, mais lorsque l'on n'a pas en tête le passage en question de Marx, il est très facile de se faire baiser, excusez-moi l'expression, mais les filous qui procèdent ainsi ont bien dans la tête une seule chose, tromper sciemment les lecteurs et les militants, ils savent parfaitement ce qu'ils font.

Le réformisme contrairement au marxisme ne repose pas sur des bases scientifiques, il a pour origine l'idéalisme petit bourgeois du milieu du XIXe siècle qui pensait finalement que le capitalisme se transformerait naturellement en socialisme, par la force des choses ou par miracle pour les plus illuminés d'entre eux.

La structure de la société est ainsi faite, que le vrai pouvoir dans un pays sous régime capitaliste repose sur le pouvoir économique, sur la classe qui détient ce pouvoir, autrement dit les moyens de production, les patrons des entreprises, des banques, les détenteurs de milliers d'actions et les propriétaires terriens. Le réformisme, au-delà des réformes sociales prétend vouloir s'attaquer aux fondements du capitalisme, par exemple par la nationalisation des banques et des grandes entreprises stratégiques, des compagnies d'assurance, sans commencer par s'attaquer au pouvoir politique qui exerce le pouvoir pour le compte des capitalistes, ce qui signifie que l'Etat deviendra propriétaire d'un ensemble d'entreprises et contrôlera certains secteurs d'activité sans changer de nature, donc en demeurant au service des capitalistes, comme ce fut le cas sous les différentes Républiques depuis 1789.

En aucun cas ce processus ne conduit à modifier les rapports sociaux d'exploitation, pire, il laisse les mains libres à la réaction pour s'organiser et saper les mesures entreprises par le gouvernement préparant ainsi sa chute et le retour au pouvoir des représentants de la bourgeoisie. Imaginer un instant que la bourgeoisie se laisserait dessaisir par voie législative de ses privilèges et pouvoirs, c'est se leurrer et tromper les travailleurs, automatiquement elle déclencherait une guerre civile, le prolétariat n'y étant pas préparé, on devine facilement la tragédie qui s'en suivra.

Il est évident aussi qu'avant d'en arriver à cette situation, l'arrivée au pouvoir d'un parti ou d'un cartel de partis réformistes, la bourgeoisie aura tout entrepris pour qu'elle ne se produise pas. Si cependant cette situation venait à se produire, elle dispose d'un arsenal impressionnant lui permettant d'y faire face, notamment en utilisant l'arme des institutions qui lui sont entièrement soumises puisqu'elles continuent de fonctionner à son service pendant ce temps-là. Avant même que le gouvernement ne promulgue la première réforme significative,

elle aura eu le temps d'affûter ses armes pour le paralyser ou le renverser.

On comprend bien ici que la question cruciale et déterminante demeure la question du pouvoir politique liée à l'attitude des masses. Si la bourgeoisie sera prête à renverser le gouvernement les armes à la main, c'est elle qui détient le stock d'armes et contrôle l'appareil policier et judiciaire, l'armée, le prolétariat ne sera pas préparé à l'affronter puisque les réformistes s'opposent à la révolution et à toute violence pour s'emparer du pouvoir ou le conserver, dans ces conditions, le prolétariat sera écrasé dans un bain de sang. Voilà à quoi nous préparent les réformistes.

Par contre, si le prolétariat parvient au pouvoir au cours d'un processus révolutionnaire, que le gouvernement révolutionnaire provisoire s'appuie sur sa mobilisation révolutionnaire, cela change complètement la donne. Le gouvernement peut décider immédiatement de liquider les institutions et la constitution, il peut appeler le prolétariat à s'emparer du pouvoir (et l'armer) et à engager l'expropriation sur le champ des capitalistes, ce qui leur coupera l'herbe sous le pied à la fois sur le plan politique et économique. La guerre civile sera inévitable, mais elle sera déclenchée à l'initiative du prolétariat et non de la bourgeoisie, ce qui ne sera pas un avantage négligeable, sachant qu'il aura à faire face à l'appareil de répression le plus perfectionné et le plus puissant de l'histoire entre les mains des forces de la réaction. Inutile d'aller plus loin pour le moment dans notre analyse. Vous avouerez quand même que lorsque l'on aborde sérieusement la question du pouvoir, il est nécessaire et recommander de regarder un peu plus loin que le bout de son nez.

On a parfaitement compris que la première tactique conduisait à l'écrasement du prolétariat et ne lui permettra jamais de prendre le pouvoir, alors que la seconde lui fournira cette opportunité pour peu qu'il dispose d'un parti révolutionnaire pour le guider jusqu'à la victoire finale sur la bourgeoisie.

Le réformisme accompagna les balbutiements du mouvement ouvrier. Ceux qui ont voulu s'en réclamer après que Marx ait découvert que le développement des forces productives et la lutte des classes étaient les moteurs de l'histoire, et que le système capitaliste reposait sur une partie de la plus-value extorquée aux travailleurs, précipitèrent le mouvement ouvrier dans une impasse ou le conduisirent à l'abîme.

Par analogie, si le matérialisme dialectique signa l'arrêt de mort de la philosophie, le marxisme comme méthode pour interpréter le développement et la transformation des rapports sociaux d'exploitation, a scellé à jamais le sort du réformisme en le reléguant au musée du mouvement ouvrier.

Contrairement à ce qu'affirme Jeanneney, la Commune de Paris, comme toutes les révolutions ouvrières, fut l'antithèse du réformisme, car elle démontra que le capitalisme n'acceptera jamais de disparaître, il faudra l'abattre les armes à la main et détruire au préalable l'Etat bourgeois. Voyez ce qui est en train de se passer en ce moment en Bolivie.

Le réformisme a donc pour tâche de propager l'idée fausse que le capitalisme pourrait disparaître comme par enchantement, de façon pacifique, sans que les capitalistes n'offrent la plus féroce résistance armée. Une révolution tranquille serait envisageable selon les réformistes, sauf que la totalité des expériences du passé à travers le monde au cours du XXe siècle ont prouvé que c'était impossible.

Vous savez ce qu'il faut penser des pacifistes en temps de paix, qui dès que le premier coup de canon tonne à l'horizon appellent leurs mères au secours : ils se rangent systématiquement dans le camps de l'impérialisme pour sauver leurs peaux et ils abandonnent le prolétariat à son triste sort, à la boucherie. Cela aussi c'est un enseignement de notre histoire.

Marx, Engels, Luxemburg et Lénine n'ont cessé de polémiquer et de mener une guerre permanente contre le réformisme et ses défenseurs. Vous voudriez qu'on épargne un siècle plus tard les pâles copies des Bernstein, Dühring ou les renégats du marxisme, Plekhanov ou Kautsky, donnez-nous un seul argument en leur faveur et nous leur assureront la vie sauve, en attendant nous leur livrerons une guerre sans merci.

La différence entre les réformistes de notre époque et ceux de la fin du XIXe siècle et du début du XXe, c'est que ces derniers avaient théorisés (forcément maladroitement) jusque dans les moindres détails leur point de vue, alors que le PT et le POI pour ne prendre qu'eux, ont seulement commencé à s'y atteler par la voix de Schivardi et maintenant Jeanneney. Je ne remonterai pas ici jusqu'à Lambert et l'OCI qui s'était fixé de porter au pouvoir Mitterrand et un parti réformiste, le PS.

Nos réformistes en chambre nous bassinent avec les réformes entreprises en 1936, entre 1945 et 1950, puis de façon plus anecdotique ou fragmentaire au début des années 80, entre le 10 mai 81 et 1982 lorsque le gouvernement Mauroy annonça que l'époque des réformes étaient définitivement révolues. Ils chantent ici les louanges du gouvernement d'union nationale de la IV^e République, là le général de Gaulle malgré son coup d'Etat à froid, rien apparemment ne les arrêtent, ils doivent s'imaginer que les militants ignorent tout de l'histoire et qu'on peut leur raconter n'importe quoi. Inutile de revenir ici sur ces périodes où le prolétariat nageait dans un bonheur infini.

Les réformistes sont-ils des internationalistes prolétariens ? Rien que l'allusion aux périodes dont je viens de faire référence me permet d'en douter fortement. Cela me fait penser aux républicains qui ont soutenu les guerres coloniales en Indochine ou les démocrates qui ont soutenu la guerre d'Algérie...

Demandez-leur comment les capitalistes financèrent les réformes à la fin du XX^e siècle jusqu'au début de la seconde guerre mondiale pour maintenir la paix sociale. Par le pillage des colonies, par l'asservissement des peuples sur tous les continents, par l'exploitation forcée d'une partie du prolétariat en France pour constituer une aristocratie ouvrière docile et assurer une vie meilleure aux classes moyennes et à la petite bourgeoisie qui soutiendront ensuite le capitalisme contre le prolétariat. Vous comprenez mieux peut-être pourquoi les représentants du réformisme sont étrangers à la classe ouvrière et qu'ils la méprisent.

Le miracle des Trente glorieuses de 1945 à 1975 fut financé en augmentant la productivité dans des proportions jamais égalées dans le passé, tout en continuant à piller les ex-colonies et en empêchant qu'elles se développent, d'où la situation dramatique de la plupart des peuples en Afrique encore aujourd'hui. S'en revendiquer est une honte !

Maintenant que cette période florissante du développement du capitalisme est close et qu'il s'est entre temps développé à l'échelle mondiale, pour continuer d'accumuler des profits, du capital, le capitalisme français doit adopter les règles en vigueur dans les pays qui dégagent le maximum de profit (la Chine par exemple), et il lui est impossible pour demeurer compétitif sur le marché mondial de procéder à des réformes progressistes, le capitalisme français a mangé son pain blanc, il nous reste à lui faire avaler les racines.

Retourner à la situation de 1945 comme le réclame à cor et à cri Schivardi et Gluckstein, sans recourir à une révolution prolétarienne puisque Schivardi y est farouchement opposé, c'est nier le développement du capitalisme au cours des 60 dernières années, c'est faire preuve d'un social patriotisme insupportable qu'une partie du patronat français ne démentira pas, c'est un non-sens, une aberration complète et réactionnaire. En guise d'internationalisme, on ne peut guère faire pire.

Passons maintenant brièvement à l'analyse du programme économique des réformistes.

Si j'ai bien compris, c'est à l'Etat bourgeois de réaliser des nationalisations puisqu'il n'est pas question de le remplacer par un Etat ouvrier, nous sommes bien d'accord. Question : pour le compte de qui ? Que l'on bosse chez EDF société privée ou chez EDF société nationalisée, qu'est-ce que cela change du point de vue des rapports sociaux d'exploitation ? Rien, vous êtes exploités de la même manière, au lieu que ce soit un patron qui vous exploite, c'est l'Etat patron !

De qui dépend l'Etat bourgeois pour assurer ses fins de mois ? Des banques. Nationalisons-les. D'accord et après, question : d'où vient l'argent des banques ? Des capitalistes, encore, d'où voulez-vous qu'ils viennent ces centaines de milliards d'euros, pas des poches trouées des ouvriers ! C'est donc grâce à l'exploitation que ces banques continuent d'exister, pardi, parfaitement, rien n'a changé fondamentalement, les capitalistes sont toujours aux commandes de l'économie, et peau de balle et variété du socialisme ! Et le déficit de l'Etat qui le finance et en tire profit ? Les travailleurs le financent et les capitalistes en tirent profit. Et le crédit que les banques nationalisées vont vous accorder généreusement, qui en profitent ? Les capitalistes, sans le recours au crédit la grande masse de la population ne peut rien se procurer au-delà d'une certaine valeur, cela permet aux capitalistes de vendre leur camelote et à la production capitaliste de tourner comme avant, pendant que les capitalistes continuent de s'enrichir et vous de trimer comme des esclaves.

Donc la vie continue comme avant ? Exactement, vous avez tout compris. C'est l'avenir que nous réservent les réformistes... en plus sombre encore, mais je ne voudrais pas vous casser le morale. (A suivre)